

# investisseurs

EDITION MAI - JUIN 2022

Le magazine international des créateurs de richesse

PISCICULTURE

**& MAVECAM  
ALLER AQUA**

UNION SACRÉE

de la **LE CHAMPION**

**MANUTENTION**

SES EXPLOITS N'ONT DE CESSÉ DE CONVAINCRE  
LE PORT AUTONOME DE DOUALA.

**Gabriel Manimben**



40181 700982



# Gitrans

LOGISTIQUE *internationale*  
Commissionnaire agréé en Douane

Soucieuse d'apporter des solutions adaptées et objectives, GITRANS se positionne sur les deux ports de Douala et de Kribi comme un partenaire de développement fiable pour la gestion des flux de marchandises dans les pays de la zone CEMAC.

## NOS SERVICES

**TRANSIT IMPORT ET EXPORT  
LOGISTIQUE  
REPRESENTATION  
TRANSPORT  
SOURCING  
CONSEILS**

[www.gitrans-logistique.com](http://www.gitrans-logistique.com)  
[gitrans@gitrans-logistic.com](mailto:gitrans@gitrans-logistic.com)



**Notre entreprise s'est dotée d'un parc à conteneurs d'une superficie de 10.000 m<sup>2</sup> chacun et d'un espace d'entreposage de 1000 conteneurs situé dans la zone portuaire de Douala**



[www.gitrans-logistique.com](http://www.gitrans-logistique.com)  
[gitrans@gitrans-logistic.com](mailto:gitrans@gitrans-logistic.com)



**Nous sommes OUVERTS  
24H24  
DE LUNDI A VENDREDI  
AVEC UNE FILIALE EN  
FRANCE, BASEE EN REGION  
D'ÎLE DE France ET DES REP-  
RESENTATIONS :  
DUBAI  
UKRAINE  
POLOGNE  
RUSSIE  
MOLDAVIE  
BIELOTRUSSIE**

[www.gitrans-logistique.com](http://www.gitrans-logistique.com)  
[gitrans@gitrans-logistic.com](mailto:gitrans@gitrans-logistic.com)



**NOS SERVICES**  
IMPORT – EXPORT -  
TRANSIT/DOUANE –SOURCING  
–LOGISTIQUE -TRANSPORT

**UNE EQUIPE SUR LE TERRAIN**



[www.gitrans-logistique.com](http://www.gitrans-logistique.com)  
[gitrans@gitrans-logistic.com](mailto:gitrans@gitrans-logistic.com)

**NOS CONATCTS :**

France : 0033 660 557 414

CAMEROUN : 00237 233 410 884

00237 650 677 660

00237 669 653 363

EDITO : Chaos égal opportunités **P5**

4,7 milliards de FCFA **Pp14**

**A LA UNE** : Gabriel Manimben, Directeur Général, Agence de Prestations Maritimes (APM) : « L'awards va nous encourager à aller de l'avant » **Pp 6-12**

Marriott Hôtel promet 131 de FCFA à l'Etat **P 15**

**FOCUS** : Pisciculture: Sacrée union entre Mavecama et Aller Aqua **Pp 16-17**



**CONJONCTURE** : Me Sylvestre Tamo : « Nous ne sommes nullement concernés par l'interdiction du Mindcaf » **P 22**

### ENTREPRISES ET MARCHES :

Le Cameroun inaugure le terminal fruitier mixte à Douala, un investissement de



# investisseurs

### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Aloys Onana  
Tél. 694 37 71 74  
e-mail:

contact@economieducameroun.com

### RÉDACTEUR-EN-CHEF

Roger Powell Messasa

### CONSEIL EDITORIAL

Parfait N. Siki

### RÉDACTION

Aloys Onana  
Reine Kouna  
Godlove Tekam  
Roger Powell Messasa  
Albright Fandono

### EDITEUR

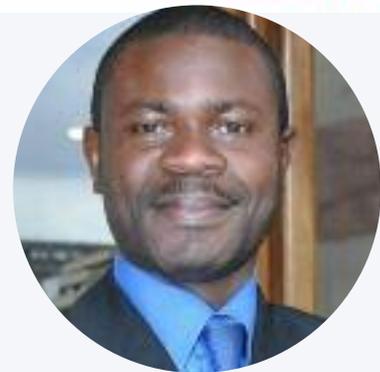
First Media Group  
Tél. 237 679 61 55 52

### DISTRIBUTION

Groupe çapresse



# Chaos égal opportunités



Par Aloys Onana

L'économie camerounaise a connu dès 2020 ce qui était perçu par certains comme un chaos, une situation d'impasse qui a donné des sueurs froides, même de manière voilée, à certains opérateurs économiques de la place portuaire de Douala. Le chef de l'Etat Paul Biya, dans une stratégie de ruse politico économique dont il a l'exclusivité, a réussi à écarter Vincent Bolloré du terminal à conteneurs du port autonome de Douala (PAD).

Le système informatique, la maîtrise de la logistique dans son ensemble, l'assurance des armateurs, leur fidélisation entres autres faisaient battre le cœur à la chamade, même de manière non voilée. L'expertise locale est entrée en jeu. La régie du terminal à conteneurs n'a de cesse de prospérer. Les milliards de FCFA qui échappaient aux caisses de l'Etat sont désormais happés, pour le bien de tous les camerounais.

A peine cet épisode réglé, la saltimbanque pandémie à corona virus a étendu ses tentacules au Cameroun. C'était le 8 mars 2020. Une fois de plus, l'économie locale qui vit aussi au gré des autres, le monde étant inter indépendant, s'est trouvée dans une situation très inconfortable. Entre confinement des pays partenaires économiques comme la Chine, la France, la Belgique etc. et réduction des stocks des matières premières, inflation, licenciements techniques, l'économie camerounaise a plié. Sans pour autant laisser place à la moindre scissure. Le pays est resté résilient. Apte. Debout. Capable de vivre indépendamment des autres.

Le 24 février 2022, la Russie a en-

tamé une puissante opération militaire en Ukraine. Les deux pays sont lointains du Cameroun. Mais ont une place de choix dans notre pays. En effet, 80 % du blé qu'importe le Cameroun, révèle l'Institut national de la statistique (INS), provient du pays que manage depuis 1999, Vladimir Poutine.

Regardons ensemble qui fait quoi entre ces deux pays. Selon l'INS, la Russie est le premier producteur mondial de blé et l'Ukraine en est le cinquième. Ces deux pays pèsent pour environ 1/3 des exportations mondiales de ce produit. Aussi, la Russie est le deuxième producteur mondial de carburant, et l'un des plus importants exportateurs de pétrole. Il fournit environ 40 % du gaz européen et produit d'importantes quantités de métaux.

La Russie est également le premier producteur de palladium, utilisé notamment pour la construction des pots catalytiques des voitures. Elle est le deuxième producteur d'aluminium et de nickel, le septième producteur mondial de cuivre, l'un des premiers exportateurs d'engrais, lequel est principalement fabriqué à partir du gaz naturel, dont il est aussi le premier producteur mondial.

Par ailleurs, l'Ukraine est également le premier producteur mondial de maïs, le premier exportateur mondial de tournesol (utilisé dans la production d'huile et d'alimentation animale), le quatrième exportateur de maïs, et représente 18 % des exportations d'orge. Ces deux derniers produits intervenant dans la production de bière.

La guerre en Ukraine a ceci de particulier qu'elle est venue renforcer les coûts de fret maritime, qui, en

octobre 2021, avaient déjà atteint la barre de 400 % pour les liaisons Asie/Afrique et 250 % Europe Afrique. Le Cameroun, à tous les niveaux, chacun à son niveau, doit se positionner pour produire localement suffisamment du maïs, relancer la culture du blé à l'échelle industrielle, favoriser l'import substitution de telle sorte que, à la fin de cette décennie qui a débuté il y a deux ans, notre pays soit un Lion Indomptable de l'économie sous-régionale et panafricaine, en ces temps de zone de libre-échange continentale africaine. Ça, c'est bien possible. D'ailleurs, « nous avons des ressources au Cameroun qui peuvent nous permettre de nous passer de bien de choses. C'est à la population, au gouvernement, aux hommes d'affaires de se mettre ensemble pour pouvoir trouver les stratégies pour que le made in Cameroon puisse vivre », se convainc Gabriel Manimben.

Gabriel Manimben, Directeur Général, Agence de Prestations Maritimes (APM)

## « L'awards va nous encourager à aller de l'avant »

L'Agence de prestations maritimes (APM) est au top de sa forme depuis plus de cinq ans. Ce qui fait d'elle le grand manitou de la manutention portuaire au Port autonome de Douala (PAD). Ces performances, faut-il le souligner, ont magistralement contribué à faire oublier le spectre de la congestion au PAD.

Le doigté de APM donne plus de points positifs au climat des affaires au Cameroun. Tout comme il permet de rehausser l'image du made in Cameroon côté manutention portuaire, un secteur clé, qui évite pertes de temps, d'argent et agacements aux navires. Le top management du PAD n'a de cesse de saluer cette haute expertise camerounaise.

Aloys ONANA



**Investisseurs :** Cela fait deux ans que le port autonome de Douala organise des awards, notamment 2020 et 2021. Et à deux reprises, Agence de prestations maritimes (APM) se démarque et est récompensée comme partenaire efficace. Qu'est-ce qui fait votre spécificité ?

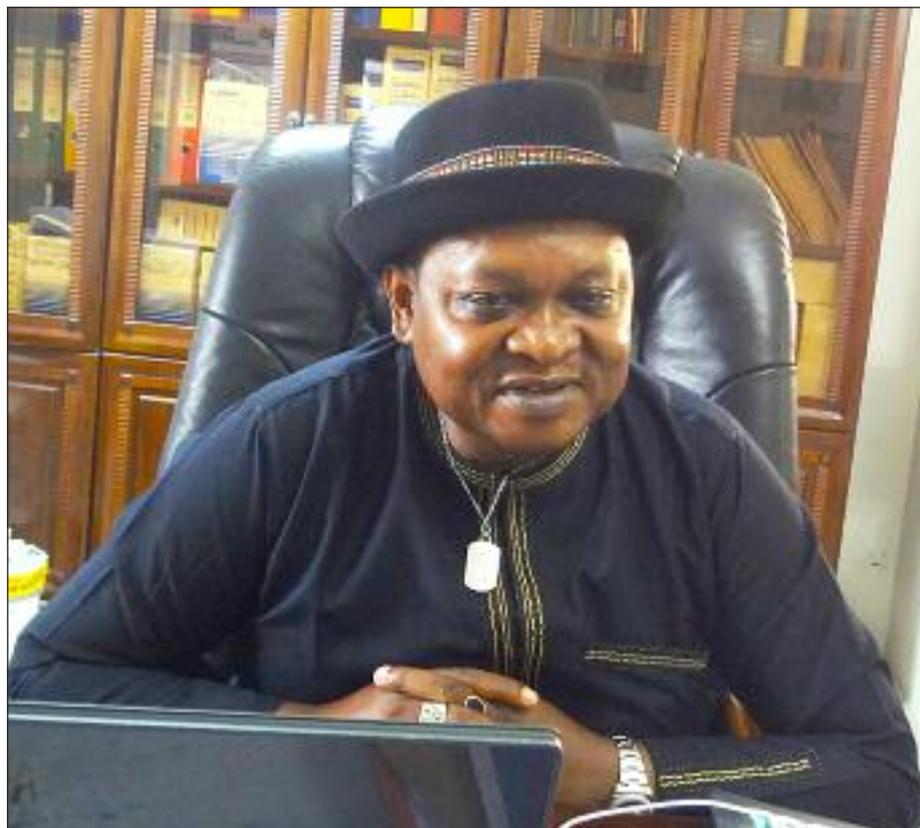
**Gabriel Manimben :** C'est le dynamisme des dirigeants et personnel de APM. Nous sommes des professionnels et nous voulons travailler en professionnels en sortant des sentiers battus. Depuis qu'APM existe, il a toujours voulu avoir une longueur d'avance sur les autres. Nous ne nous appesantissons pas seulement sur ce que les autres font, mais nous nous questionnons sur ce qu'ils font, et décelons si cela peut être fait mieux que ce qui a été fait depuis.

**Certains mettent à l'index vos innovations...**

Justement. Nous apportons sans cesse des innovations sur chaque type de produit de la manutention. J'en veux pour preuve aujourd'hui, nous sommes la seule entreprise attachée au respect de l'écologie pour la manutention des vrac pulvérulents tel que le clinker, le gypse et consort.

**APM se présente également comme un acconier polyvalent...**

Dans la manutention il y a beaucoup de types de produits. En gros vous avez le conteneurisé, et le polyvalent. C'est pour cela que vous avez dans certains ports un terminal polyvalent et terminal à conteneurs. A Douala par exemple, le terminal à conteneur est concédé, et donc, le commun des acconiers ne peut faire ce trafic. Il vous reste donc



l'autre trafic, le conventionnel qui, lui, est divisé en plusieurs familles, entre autres le vrac.

Ici vous avez des produits comme le clinker, le gypse qui vient en vrac, le sel, certains engrais, les tourteaux de blé etc. Vous avez le general cargo, c'est-à-dire les équipements industriels, le fer à béton, etc. cette famille de quincaillerie-là. Ensuite vous avez la sacherie, qui consiste à charger des marchandises en sacs tels que le riz, les engrais. Vous avez aussi le bois, donc, tout ce qui se fait en conventionnel au port de Douala, APM le fait. Par contre, si vous prenez certaines autres entreprises, il y en a qui vous diront qu'il y a des segments où elles ne sont pas présentes. Même les plus grandes ont choisi les trafics les plus rentables. Certaines grandes entreprises ne peuvent pas travailler le riz. Mais il y en a qui sont parties, parce que découragées face aux fortes performances de APM. C'est des innovations que nous avons apportées qui ont dé-

cidé beaucoup à nous faire confiance, parce que nous avons déclassé tout le monde.

**Votre entreprise est aussi bien positionnée au port de Kribi...**

Aujourd'hui, nous parlons d'acconiers au port de Douala. Ce qui n'est pas le cas au port de Kribi, parce que là-bas, tout a été concédé. Le terminal polyvalent a été concédé, au contraire de celui de Douala qui est ouvert. Donc tout ce que nous faisons à Kribi c'est la logistique périphérique. Nous n'avons pas directement accès aux chargements et déchargements des navires.

**Peut-on lire par vos performances la nécessité de faire confiance au made in Cameroon dans la logistique portuaire ?**

La preuve, APM vient d'avoir un awards. Sous l'acconage, qui est, je l'ai toujours dit, pratiquement comme le 100 mètres pour les jeux olympiques. Si un port ne peut pas avoir de bons

acconiers, il n'y aurait pas de rentabilité. Les navires viendront et ne pourront pas être déchargés à temps, ils vont s'accumuler et puis il y aura congestion etc. mais si vous avez des acconiers capables de travailler, la rotation des navires sera plus importante et ce sera au bénéfice de tout le monde. Si, depuis que ce prix est instauré au PAD,

ont été emmenés, vous allez vous demander, qui a fait ? C'est évidemment APM. Un Camerounais. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. Nous avons créé un port -un beach landing- à Kribi. On emmenait les marchandises et on les débarquait là-bas, puisqu'ils ne pouvaient pas passer sur la route, ils allaient détruire toutes nos routes. Si nous

sement et je crois que c'est entrain de repartir, parce qu'environ arrivent à Douala 4 navires de blé par mois au moins, puisque le Cameroun importe environ 900 mille tonnes de blé par an. Quand la guerre a commencé, les prix ont augmenté, les industriels camerounais ont accéléré pour faire des stocks. Le rythme s'est, disons, cassé.



c'est un national qui gagne, vous avez la réponse à votre question. Je ne sais pas quelle branche de la logistique nous ne pouvons pas faire, puis que nous avons fait des logistiques les plus difficiles.

#### Exemple ?

Quand vous voyez la centrale à gaz de Kribi, qui a été montée et où des moteurs de 400 tonnes

pouvons faire ce genre de logistique, quelle logistique peut nous dépasser ?

**Passons, si vous en avez convenance, de votre awards, à l'actualité. La guerre en Ukraine a-t-elle un impact sur vos activités ?**

Je ne peux dire non, parce que, en réalité, le rythme d'importation de blé a connu un ralentis-

En ce moment, on va dire les cargaisons commencent à revenir puisque nous attendons à peu près trois navires de blé qui vont arriver.

Mais on va vous dire que cela nous affecte parce que l'importateur est entrain d'acheter au triple du prix qu'il achetait avant et immédiatement, le maillon faible sera l'acconier, parce que lui, peut se passer de

nous en disant qu'il n'a pas d'argent pour nous payer, il faut qu'il vende pour nous payer, alors que c'est des clients qui nous payaient d'avance. Vous voyez là où nous pouvons être touchés. Vous regardez la situation, vous comprenez qu'ils ont raison. Nous avons la même chose sur tous les produits. Le fret a augmenté.

En dehors de cela, il y a la rareté des navires. Si on ajoute à cela la hausse du dollar, il y a exactement deux mois, le dollar était à 560 francs FCFA. Au matin du 4 mai 2022, il était à 623 FCFA. Pour un importateur qui a importé son produit, avec ce taux, si vous prenez une marchandise d'Argentine, elle n'arrive pas le même jour, il faudra transiter par plusieurs ports pour arriver ici après deux ou trois mois. Est-ce que ces produits seront vendables étant donné que le fret a flambé. C'est une situation difficile pour tout le monde. Cette guerre en Ukraine, il faut absolument trouver les solutions pour que ça finisse, non pas seulement pour l'économie, mais aussi par souci d'humanité.

**Vous avez évoqué le fret maritime. En octobre 2021, la majoration touchait déjà les 400 % entre les liaisons Asie/Afrique. Quelles est la situation actuelle ?**

Le taux d'augmentation du fret a vraiment flambé. La partie la plus difficile, c'est Asie/Afrique. A l'Asie on est aujourd'hui à 300%. Généralement dans le même ordre d'idée avec l'Europe et l'Amérique. Ce n'est pas tout. Il y a une autre grosse difficulté qui consiste à trouver les navires pour charger. Pour le conventionnel, il faut trouver le conteneur à charger dans le navire. Il y a à présent la pénurie



de conteneurs dans le monde. Que se passe-t-il ? Nous ne le savons pas. Pourquoi cette pénurie soudaine de conteneurs ? Quand on veut respecter la loi de l'offre et de la demande, vous voyez automatiquement les prix flambent.

**En dehors de cela vous faites partie de ceux qui promeuvent le made in Cameroon. Pourtant ce qui est produit localement peine à convaincre les consommateurs locaux. Comment renverser la tendance ?**

Je voudrais commencer par une anecdote. Vous vous souvenez qu'il y a eu des moments où tout le monde critiquait la pérennité, la durabilité des produits chinois. C'est comme cela que les chinois ont commencé. Leurs produits avaient de la peine à mettre long. Mais on utilisait, même pour quelque temps. Aujourd'hui les chinois sont arrivés au niveau de la fabrication des

véhicules, et à produire les véhicules aussi performant que ceux occidentaux. C'est pour dire que le made in Cameroon, c'est un état d'esprit qu'il faut inculquer aux camerounais car on a tendance à croire que ce qui vient de loin est meilleur que ce que nous produisons. Mais, ce n'est pas vrai ! Aujourd'hui par exemple quand je prends le sel, c'est vrai que la matière première provient du Brésil, de la Namibie, de l'Afrique du Nord, pour autant il est ensaché ici localement et vous ne verrez pas de sel importé. Ça veut donc dire qu'il y a du travail qu'on a donné aux locaux ici en créant ces usines-là.

**Il en est de même pour le riz...**  
Exact. Malgré ce que nous disons, il y a quand même la SEMRY. Il y a une production de riz au Nord. Mais les gens n'achètent pas. Vous avez vu

même la Société sucrière du Cameroun (Sosucam) se plaindre ici qu'il y a des stocks, mais les gens préfèrent le sucre importé sous prétexte qu'il est moins couteux. Comment les autres réussissent à produire chez eux, à transporter cette marchandise qui devient plus chère chez nous ? Il y a ce qu'on appelle les économies d'échelle, ils produisent en grande quantité, si bien que le prix de revient est minimisé, au point où même le transport va faire en sorte que le prix soit bas. Si on consommait ce qui est produit chez nous, je suis sûr que cela pousserait par exemple Sosucam à produire davantage. Un autre le poisson.

Tout le monde sait que pour manger du poisson braisé c'est le maquereau. Et pourtant nous produisons également les silures qu'on connaît au village, tout comme les tilapias qui sont plus succulents et plus contrôlés au niveau de la qualité car à peine sortis de l'étang, du bac, et immédiatement, ils se trouvent

dans la cuisine. Au lieu de congeler, que ça fasse des mois avant d'arriver sur notre table. Je pense qu'on parle du gouvernement, mais nous aussi devons changer de mentalité. Mais le gouvernement a sa part de responsabilité car quand il décide de faire avancer un projet ou un produit, il doit plutôt aller vers ceux qui y sont et non chercher à pousser ceux qui créent les sociétés parce qu'ils ont vu qu'il y a un financement. Ils ne se sont pas préparés pour cela. Ils vont juste consommer les fonds, et c'est fini, on n'en parlera pas. Aujourd'hui au Cameroun on n'importe plus le poulet. Tout le contraire de ce qui était fait-il y a une dizaine d'années. Ce poulet se consomme très bien. Si cela était fait pour le « *kumba bread* » par exemple, ces gars seraient en mesure de créer une industrie et sortir du modèle artisanal. Je pense que le gouvernement de la RDC par exemple a pris la décision d'injecter 20 % de la farine de manioc dans la

production du pain. Nous avons 900 mille tonnes de blé au Cameroun. Si on met 20% dans ces 900 mille tonnes, cela va faire au moins 180 mille tonnes. La productivité d'un champ de manioc c'est environ 30 tonnes à l'hectare, on suppose qu'on peut récupérer 40 % de cette matière. Donc c'est bien faisable d'introduire la farine de manioc dans la production de pain, il faut juste commencer, petit à petit.

Hier le Covid, aujourd'hui la guerre en Ukraine. On ne sait pas ce qui aura lieu demain. Il va arriver un moment où les pays qui ne se sont pas préparés vont mourir. Nous avons des ressources au Cameroun qui peuvent nous permettre de nous passer de bien de choses. C'est à la population, au gouvernement, aux hommes d'affaires de se mettre ensemble pour pouvoir trouver les stratégies pour que le made in Cameroon puisse vivre.





**Peut-être votre awards pourra vous inciter à plus d'action pendant ce temps...**

Les awards ont commencé il y a deux ans. Vous n'allez pas dire que APM c'est deux ans. C'est depuis plus de cinq ans que nous sommes au premier rang de la manutention portuaire, qui est le tonnage manipulé. On ne jongle pas avec les chiffres. L'awards va plutôt nous encourager à aller de l'avant et peut être à convaincre certains importateurs qui ne sont pas satisfaits de leurs acconiers actuels de venir chez nous. L'awards nous permettra à aller de l'avant pour être toujours et encore au top niveau. Nous sommes en phase de croissance et nous espérons le faire pendant longtemps.

**Vous avez été pendant un long séjour hors du pays courant en début du mois de mai 2022 prendre part à la semaine économique et culturelle du Cameroun en Hollande. Que**

**recherchait ce pays ami ?**

C'est pas ce pays qui recherche quelque chose c'est le Cameroun qui veut apprendre du dynamisme hollandais, un si tout petit pays partageant une frontière commune avec la première économie Européenne (l'Allemagne), a su tirer part de son principal atout, la mer. C'est ainsi que ce pays s'est spécialisé dans les ports, la logistique, l'agriculture, l'énergie, l'aménagement des villes et surtout c'est un pays qui assure le plein emploi à ses populations.

Le Cameroun est donc allé apprendre auprès de ce pays qui a certaines similitudes (nous partageons une longue frontière avec la plus grande économie d'Afrique ; le Nigeria et nous avons une longue façade maritimes de Campo à Mboro de kribi à Manoka. En ce qui concerne les ports, le port de Rotterdam à 45 kilomètres de long et au Cameroun, on a une large façade maritime de campo à Mboro en passant par Lolabe et de Douala

à Manoka et c'est là où nous avons constaté que le projet du port de Manoka n'est pas chimérique et mérite d'être mature pour sa mise en exécution. Nous aurons le Tanger Med du Golfe de Guinée.

Cette mission a été enrichissante pour les maires. Il y en avait près de 40 qui ont pu, à travers des visites guidées des sites, apprendre beaucoup et nul doute que, revenus au pays, ils s'en inspireront de même que le ministère de l'Agriculture et la Chambre d'agriculture qui ont touché du doigt les techniques innovantes de l'agriculture moderne. Il faut tout simplement que ce qui a été vu puisse être implémenté ici, que cela puisse nous inspirer pour reproduire les mêmes choses chez nous, d'autant que la partie hollandaise est prête à nous y aider.

## RSE

# La fondation André Sohaing offre une salle multimédia à l'école catholique St Jean Paul II de Kassap

*Une salle multimédia, ordinateurs, du matériel scolaire et liturgique. C'est la quintessence du don offert par la fondation André Sohaing et ses partenaires charlotte CAMPHUIS DIAZ et le père Carlos DIAZ AZAROLA à l'école catholique St Jean Paul II de Kassap dans le groupement Bayangam, Ouest Cameroun.*

Depuis quelques années, l'Honorable Colette Sohaing, présidente de la fondation André Sohaing, joue un rôle social notable dans son arrondissement, notamment grâce à une myriade de projets de développement qui s'inscrivent dans l'amélioration des conditions de travail et d'apprentissage dans le secteur éducatif. C'est dans cette veine que la fondation dont elle est la figure de proue a récemment offert ce 16 avril 2022 une salle multimédia équipée en ordinateurs à l'école catholique St Jean Paul II de Kassap. Elle aura compris tout l'enjeu du numérique, car l'analphabète n'est plus celui qui ne sait ni lire ni écrire, mais celui qui ne sait pas faire usage d'un outil informatique. Elle permet ainsi à cette communauté éducative de s'arrimer à la nouvelle donne et surtout aux élèves d'être acteurs de leur apprentissage en leur donnant des outils nécessaires pour être infiniment curieux, créatifs et compétitifs sur les sujets qui les touchent et les intéressent.

A ce don bien visible, viennent se greffer plusieurs autres actions menées depuis 2017 avec les partenaires de la fondation André Sohaing, notamment une dotation en matériels scolaires et liturgiques constituée de livres de littérature, manuels scolaires

autres les jouets et équipements sportifs et matériels de puériculture pour la maternelle.

Pour une efficacité et une compétitivité de cet établissement, des visites pastorales et formations pour renforcer la capacité des enseignants et le niveau des élèves avec en prime des bourses scolaires.

Des actions et dons de la fondation André Sohaing et ses partenaires qui rehaussent l'image et renforcent la notoriété de cette école qui, de plus en plus, connaît un nombre d'élèves croissant et des résultats très satisfaisants. Pour l'année scolaire 2021-2022 en l'occurrence, c'est au total 156 élèves au primaire et 45 à la maternelle contre 126 élèves au primaire et 28 à la maternelle pour l'année scolaire 2020-2021. Ici, l'on a enregistré un taux de réussite de 100 % au certificat d'études primaires (CEP).

Une belle et bonne participation de la fondation André Sohaing et ses partenaires au développement du secteur éducatif, qui montre leur volonté et leur détermination à soutenir davantage cette communauté éducative en améliorant au besoin les infrastructures et le matériel scolaire, non sans oublier le renforcement des capacités des enseignants et les bourses scolaires aux apprenants pour un succès éclatant.



## INFRASTRUCTURES

# Le Cameroun inaugure le terminal fruitier mixte à Douala, un investissement de 4,7 milliards de FCFA

**C'est une infrastructure dont les travaux ont nécessité huit années. Dans le détail, relève Paul Tason, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), cette infrastructure a absorbé 4 milliards 723 millions de FCFA, soit 7 millions 200 mille euros, des fonds issus de l'Union européenne (UE).**

Les travaux de l'infrastructure inaugurée le 17 mai 2022 à la place portuaire de la capitale économique du Cameroun ont permis l'achat de 75 engins de manutention au terminal fruitier mixte (TMFD), 18 chariots électriques de 2 tonnes, 4 chariots thermiques de 4 tonnes l'unité, 30 transpalettes électriques de 1 tonne, 8 chariots thermiques de 8 tonnes.

En outre, l'on a aménagé un étage bureaux qui accueille 25 collaborateurs, un bâtiment social (cantine, poste de sécurité, infirmerie, salle de réunion), des guérites pour l'accueil des conteneurs. L'on a installé 300 prises électriques avec 30 chariots mobiles de 10 prises, des branchements qui peuvent alimenter autant de conteneurs équivalents de 6 000 palettes. Aussi, ces fonds ont permis d'avoir 5 groupes électrogènes de 720 Kva, ce qui permet de travailler même en cas de délestage électrique. Pêle-mêle, sont listés, l'éclairage de la zone d'agrèage, une zone de lavage conteneur avec forage, un garage pour la maintenance des engins, deux reachstackers de 45 tonnes, six remorques, trois terberg, un tracteur agricole, trois hautes, entre autres.

Pour Philippe Van Damme, ambassadeur chef de délégation de l'UE, « Cette réalisation est une composante importante de ce qui est apporté par l'UE au secteur de la banane au Cameroun depuis plus de 20 ans. Avant la crise, les régions du Nord-ouest et du sud-ouest, le volume produit annuellement atteignait 300 mille tonnes, donc la quasi-totalité était destinée à l'exportation. A présent la production avoisine 200 mille tonnes du fait des perturbations dans la Région du Nord-ouest et Sud-ouest. Mais en valeur, le secteur de la banane reste encore aujourd'hui le 3e produit d'exportation du Cameroun en 2021. Il est donc extrêmes important en termes d'emplois de lutte contre la pauvreté en zone rurale, notamment avec plus de 15 mille emplois directs et de milliers d'emploi indirects. »

A en croire Paul Tason, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), la production de la banane est dominée par trois groupes de producteurs, donc deux privés, qui sont les Plantations du Haut Penja (PHP) et Boh Plantations limited, Cameroon développement corporation, qui est à capitaux publics. « Les travaux de modernisation du terminal mixte fruitier de Douala sont un exemple d'ouverture du gouvernement dans une perspective d'amélioration de la compétitivité de la banane camerounaise », indique le membre du gouvernement.

Le terminal fruitier mixte de Douala est une



concession de 15 ans. L'espace s'étend sur 18 044 m<sup>2</sup>, dont 6 772 m<sup>2</sup> de hangar, 1 9001 m<sup>2</sup> de couvert, 9 983 m<sup>2</sup> de terre-pleins et des bureaux sur 1 289 m<sup>2</sup>. 59 employés y

sont déployés, tandis que dans la pipe, pointe un recrutement de supplémentaire de dix autres employés.

Aloys Onana

## DOUALA

# Marriott Hôtel promet 131 de FCFA à l'Etat

Le locataire du site de Dikolo versera ce montant chaque année.

C'est peut être l'un des points qui ont poussé Henri Eyébé Ayissi, le ministre des Domaines et affaires foncières à faire gagner ce marché au Cameroun. En effet, les termes du contrat de bail emphytéotique entre l'Etat du Cameroun et la société Immigration & Business lève un pan de voile sur les retombées de cette affaire qui donnera naissance à Marriott Hôtel.

L'article 13 dudit contrat indique que « le présent bail est conclu moyennant le paiement d'un loyer de annuel de 131.650.000 FCFA et payable d'avance au début de chaque année au plus tard le 05 janvier à la recette départementale des Domaines du Wouri, conformément aux dispositions du décret 2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant le prix mini-



mum applicable aux transactions des terrains relevant du domaine privé de l'Etat. »

Les fonds en question doivent être payés via chèque, sauf instruction contraire du bailleur, c'est-à-dire l'Etat. Mais Olivier Chi Nouako, le compatriote issu de l'immigration au Canada qui a choisi de revenir au pays devra s'attendre à payer bien plus d'argent, au fur et à mesure que le temps passera. Il lui est rappelé que, conformément au

décret N°2014 indiqué plus haut, « le loyer annuel prévu (...) sera révisable tous les cinq ans au plus tard six mois avant chaque échéance quinquennale, les parties (l'Etat et le locataire) se réuniront afin de fixer d'un commun accord le pourcentage d'augmentation du loyer de la période quinquennale suivante. » Olivier Chi Nouako, la figure de proue de Immigration & Business va injecter 60,4 milliards de FCFA pour, en 36 mois, construire un hôtel

R+15 de la classe 5 étoiles contenant 280 chambre, des suites présidentielles, une salle de conférence de 1000 places, un business center, des appartements et autres infrastructures de restauration et de loisir. Le bail court sur 50 ans, renouvelables, mais pas de manière tacite.

Marc Eden Nguina

## PISCICULTURE

# Sacrée union entre Mavecama et Aller Aqua

*Les deux entreprises font bloc pour la production des aliments de poissons au Cameroun.*

**D**ave Elombe Manimben, le directeur général de Mavecam Cameroun (Mavecama) dévoile les enjeux de ce partenariat. « Actuellement nous sommes à moins de 15 mille aquacoles. Nous souhaitons emmener tous les producteurs, tous les maillons de la chaîne à augmenter non seulement leur capacité de production, mais aussi leurs revenus », explique-t-il.

Et d'ajouter. « Mavecama se positionne en tant que fournisseur d'intrants et distributeur de production, ce qui permet aux différents acteurs d'entrer dans le tissu économique en tant que, soit alevineur, soit distributeur d'aliments, parce que nous sommes ce qu'on pourrait appeler le hub, c'est-à-dire, c'est chez nous que les distributeurs provende prennent l'aliment pour permettre l'accessibilité à tout point, ce qui va vulgariser la production, ainsi, il sera quasiment impossible de garder les statistiques de production au Cameroun. »

En clair donc, Mavecama, qui est une entreprise spécialisée dans l'agriculture, l'aviculture, l'aquaculture, provenderie, abattoir, import/export entre autres, va dans un premier temps faire parvenir au Cameroun des aliments de poisson, et après cela, changer de modèle économique pour laisser place à l'import substitution.

Pour la réussite de cette initiative qui vise à doper la production locale du poisson et réduire autant que possible les importations de ce produit de grande consommation qui absorbe près de 300 milliards de FCFA de l'économie camerounaise, un partenariat est lié avec le danois Aller Aqua. « Nous existons depuis une bonne centaine d'années, nous sommes spécialisés dans l'alimentation des poissons depuis une soixantaine d'années. Nous sommes leader sur le marché européen et Afrique »,



indique Pascal Pajaniaye, Area sales manager chez Aller Aqua.

Le problème de la pisciculture et surtout celle africaine, fait remarquer cet expert, c'est la rupture des stocks d'aliments. « Il fallait y remédier, en trouvant un partenaire très compétent en logistique, assurer une continuité et à partir de là, trouver un support technique. L'aquaculture est une activité très technique et il est nécessaire d'assurer le savoir pour que l'activité se déroule dans les bonnes conditions et avoir un retour très rapide sur l'investissement. »

Le danois a de nombreuses succursales dans 60 pays à travers le monde. Il compte 7 usines dans autant de pays. En Afrique, ce groupe est présent 19 pays parmi lesquels, le Sénégal, le Togo, l'Egypte, le Nigeria, entre autres. « L'important c'est de trouver les meilleures matières premières, qu'elles soient d'ici surplace pour un approvisionnement assez rapide et efficace. Il faut vraiment avoir des volumes. Ça commence souvent entre les 10 mille/15 mille tonnes, c'est à niveau-là qu'il y a la possibilité d'ouvrir une usine ». « Le but de la manœuvre c'est toujours d'ouvrir une usine où nous avons nos activités. Donc ça commence tout doucement avec un distributeur. Dès que l'activité sera plus intensive, nous ouvrirons une usine et la décision se fera très rapidement », a déclaré Pascal Pajaniaye à Douala le 6 mai 2022.

Mavecama compte une centaine d'aquaculteurs locaux qui attendent avec impatience l'abondance des aliments de poisson. « Actuellement je produis 3 à 4 tonnes de poisson par mois. L'offre de Aller Aqua est la bienvenue car les aliments coutent un peu plus cher et ce que le partenaire propose est attrayant car non seulement leur produit a un prix concurrentiel, mais la qualité de leurs aliments est meilleure. Aller Aqua ne fait pas que vendre l'aliment, mais nous accompagne également dans le suivi technique de nos productions. J'aimerais travailler avec eux et voir ce que ça va donner. » « Le problème premier de la filière c'est la disponibilité des aliments, et ensuite, la vente. Nous parvenons à avoir des alevins, mais c'est la vente après la production qui est problé-

**ALLER AQUA EN CHIFFRES**

- 500+ Employees
- 300K+ Ton capacity
- 60+ Countries worldwide
- 7 Factories
- 57+ Years in aquaculture
- 3rd Largest producer in EU

Des aliments pour une grande variété d'espèces

Plus également différentes méthodes et environnements d'élevage

- Recirculated Aquaculture Systems
- High altitude farming
- Temperature Adapted Feeds

**PRODUITS ET SERVICES**

**PRODUITS**

- Poissons frais
- Saucisson de poisson
- Poisson congelé

**SERVICES**

- Commercialisation et distribution d'aliments poisson
- Appui technique aux fermes aquacoles
- Mise en relation entre le producteur et le marché



matique, en terme simple, la commercialisation. Aller Aqua nous a fait des suggestions dans ce sens, pour les aquaculteurs que nous sommes », déclare Armand Michel Fomegni,

aquaculteur, basé au PK 12, à Douala. A date, Aller Aqua a envoyé au Cameroun 50 tonnes d'aliments de poisson.

A.O

## Kouoptamo

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

\*\*\*\*\*

CHAMBRE D'AGRICULTURE, DES PECHEES, DE  
L'ELEVAGE ET DES FORETS DU CAMEROUN

\*\*\*\*\*

ECOLE PRATIQUE D'AGRICULTURE ET  
D'ELEVAGE DE KOUOPTAMO

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

\*\*\*\*\*

CHAMBER OF AGRICULTURE, FISHERIES,  
LIVESTOCK AND FOREST OF CAMEROON

\*\*\*\*\*

PRATICAL SCHOOL OF AGRICULTURE  
AND BREEDING OF KOUOPTAMO

FORMATION - APPUI A L'INSERTION PROFESSIONNELLE - PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT

N° 2022/

/CAPEF/EPAEK/PCG/DIR

# Objet : RAPPORT D'ACTIVITE RELATIF A LA REUNION DE RESTITUTION ET D'HARMONISATION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET PEDAGOGIQUES DES ECOLES PRATIQUES D'AGRICULTURE DE LA CAPEF.

La salle de conférences de l'Ecole Pratique d'Agriculture de Binguela a servi de cadre de travail, du mardi 05, au mercredi 06 Avril 2022, à la Cérémonie d'ouverture de l'atelier de restitution des documents administratifs et d'harmonisation des documents pédagogiques devant régir le fonctionnement et la formation dans les Ecoles Pratiques d'Agriculture, Unités Opérationnelles Spécialisées de la CAPEF.

Elle était présidée par Monsieur MINDJOS MOMENY MARTIN Paul, Président de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts du Cameroun (CAPEF) et a connu la participation des responsables dont les noms figurent sur la liste de présence jointe en annexe.

L'ordre du jour portait sur les points suivants :

- \*\* Le mot introductif du président de la CAPEF ;
- \*\* La politique de la formation à la CAPEF ;
- \* La photo de famille ;
- \* La pause-café ;
- \*\* L'examen des documents administratifs régissant les écoles ;
- \*\* Les divers ;
- \* L'harmonisation des docu-

ments pédagogiques ;

\*\* La fin des travaux.

## SUR LE MOT INTRODUCTIF DU PRESIDENT DE LA CAPEF

Prenant la parole et après les civilités d'usage, le Président de la CAPEF a rappelé l'objet de la tenue de la présente rencontre à savoir la restitution des missions effectuées au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire en cours dans la mise en place des Ecoles Pratiques de la CAPEF. Il rappelle que la mise en place de ses écoles respectives est une émanation de la volonté du Gouvernement qui, vise à faire du secteur rural le moteur du développement au Cameroun. Il s'agit d'un défi individuel, un défi collectif et un défi de partage auquel les uns et les autres devront faire face. Allant dans le même sens, le Président invite les responsables des écoles nouvellement créées à mobiliser les autorités de leurs localités respectives afin de leur donner un aperçu des activités qui seront implémentées dans leurs circonscriptions par l'organisa-

Dans la suite de son propos, le Président a rappelé les missions de la Chambre d'Agriculture à savoir :

ture à savoir :

- La mission de représentation : par laquelle la CAPEF représente ses ressortissants auprès du Gouvernement, des partenaires et entités privées ; elle participe à l'élaboration des projets de loi, arrêtés et des projets de décrets ;
- La mission de promotion économique : Il s'agit de faire la promotion des produits de nos ressortissants à travers les foires et expositions diverses au niveau national et international ;
- La mission d'investissement : au travers de laquelle la Chambre d'Agriculture peut, à la demande de ses ressortissants, créer des entreprises, prendre des participations et racheter des entreprises en difficulté. A ce titre, la CAPEF envisage, dans un futur proche, encourager un certain nombre d'investissement de ses ressortissants dans toute l'étendue du territoire national. Pour mener à bien ces missions, le Président fait savoir que certains prérequis sont indispensables notamment :
- Un mécanisme de financement bien défini : les UOS délivreront un certificat de formation qui faciliteront l'accès au financement par les banques partenaires ;

- Un matériel adéquat : la CAPEF envisage mettre sur pied un réseau de fourniture du matériel (tracteur, moissonneuse...);

- Un mécanisme de contrôle de la qualité ;
- Une structure de distribution : la Chambre d'Agriculture envisage sur la mise sur pied d'une plateforme pour la distribution des produits de ses ressortissants.

Allant dans le même sens, chaque unité opérationnelle devra disposer d'un système de distribution des engrais de qualité. L'objectif étant de faire de la masse critique de jeune producteur appelé à être des ressortissants de la CAPEF. Arrivé au terme de son propos introductif, le Président a déclaré ouvert les travaux.

## SUR LA POLITIQUE DE FORMATION DE LA CAPEF

Aucun point n'a été inscrit dans ce chapitre et la séance s'est poursuivie avec la photo de famille puis la pause-café. Pour des raisons professionnelles qui nécessitaient la présence du Président, la suite de la rencontre a été confiée à Monsieur ABADA ASSOMO Siméon, Conseiller Technique à la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et

des Forêts du Cameroun qui a axé son propos sur l'examen des différents documents administratifs devant régir le fonctionnement des Ecoles Pratiques d'Agriculture de la CAPEF.

#### **SUR L'EXAMEN DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DES UNITES OPERATIONNELLES SPECIALISEES**

Les missions dépêchées sur le terrain par le Président de la CAPEF avaient pour finalités d'harmoniser les documents administratifs des écoles en tenant compte des spécificités de chaque structure. Il s'agit du :

- Statut,
- Règlement intérieur,
- Organigramme,
- Plan d'action,
- Projet de performance,
- Budget.

La parole a été donnée à Mme MBANE MINDOUMOU Gis-laine, Chef de la Cellule des Affaires Juridiques, pour la lecture des documents mis à disposition par vidéo projecteur. Le travail consistait à passer en revue le fond et la forme desdits documents. Au terme de l'exercice, des amendements ont été apportés et les documents ont été validés à l'unanimité par l'ensemble des participants avec à l'appui quelques recommandations pour la journée suivante :

Recommandation 1 : adressée aux Directeurs des UOS Prendre en compte les spécificités propres aux écoles dans la modification des documents.

Recommandation 2 adressée aux Directeurs de l'EPAAG, EPAHM, l'EPAEK

Préparer les correspondances adressées aux administrations pour la désignation des membres des Conseils de Gestion et les soumettre au Président. Recommandation 3 : adressé aux Directeurs

Prendre en compte les Sous-Programmes de la CAPEF et des Administration tutelles ainsi que la disponibilité budgétaire réelle dans l'élaboration du budget, plan d'actions et projet de performance des écoles.

#### **SUR LES DIVERS :**

Il a été question dans ce point d'apporter des éléments de réponses sur plusieurs points à savoir :

\* La constatation des comités de gestion

\* Les contrats de travail du personnel directement recruté par l'Ecole sont contre-signés par le Directeur sur délégation expresse du Président de la CAPEF.

\* Les fonctionnaires et agents de l'Etat relevant du code du travail affectés à l'Ecole sont détachés auprès de l'Ecole par leurs administrations respectives, à la demande du Président de la CAPEF.

\* Tout personnel recruté dans les UOS est assigné à la grille salariale de la CAPEF.

\* Les UOS sont des services administratifs de la CAPEF...

\* L'élaboration des projets écoles

\* Chaque Ecole est appelée à fonctionner sur la base de son projet école par conséquent la rédaction de ce projet devra faire l'objet d'une attention particulière lors de la conception jusqu'à son implémentation.

\* la rédaction des projets écoles peut se faire soit par la CAPEF, soit par des consultants expérimentés contactés par l'Ecole.

\* Suivre le processus de maturation de projet...

\* Le compagnonnage des écoles

\* Compagnonnage bilatéral avec les différentes Ecoles nationales et même internationales

\* Il serait souhaitable que chaque Ecole trouve des compagnons (chambres consulaires...) pour ses besoins de financement, de sponsor, de référent de formation...

\* Un compagnon peut par ailleurs être une entreprise tout comme une Chambre consulaire.

Ayant conclu la réunion de restitution des documents administratifs des différentes Ecoles Pratiques d'Agriculture, le Président de la CAPEF a par la suite passé le flambeau à madame la directrice de la formation profession-

nelle pour l'harmonisation des documents pédagogiques.

#### **HARMONISATION DES DOCUMENTS PEDAGOGIQUES :**

La deuxième phase du travail s'articulait autour de la formation pratique des éventuels apprenants dans les unités opérationnelles spécialisées de la CAPEF. A cet effet, il a été question d'harmoniser toutes la documentation pédagogique proposée par les Directeurs des Ecoles Pratiques d'Agriculture de la Chambre d'Agriculture, de l'Elevage, des Pêches et de Forêts du Cameroun (CAPEF).

Ainsi, divers documents ont été présentés au grand public on peut citer entre autre :

\* Les fiches descriptives des différentes formations,

\* Les fiches de métier propre à chaque Ecole

\* Les différents catalogues de formation.

\* Les référentiels de formation

\* Les plans de formation

\* Le volet infrastructurel

\* Le style de formation.

Se succédant chacun à son tour devant l'auditoire, les représentants de chaque Ecole ont été appelés à donner les raisons d'être de ces différentes formations. C'est ainsi que l'on a retrouvé des formations comme :

\* La formation sur la production de poulets de chairs

\* La formation sur la production de maïs

\* La formation sur la production de bambou à Dizangué

\* La formation sur la production maraîchère (tomate, piment...)

\* La formation sur engraissement piscicole hors sol...

Les formations ainsi présentées au grand public ont ainsi rencontré un franc succès de la part de madame LABRANG, le directeur de la formation professionnelle qui avec le concours de tous les membres participants ont jugé utile d'apporter quelques modifications sur les documents sus-présentés. La chronologie du déroulement des formations, les durées et les coûts des différentes formations, les atouts et finalités de chaque

formation pour les apprenants. Par ailleurs il a été question de débattre sur le suivi des apprenants après leur formation en ce qui concerne le financement alloué à chaque apprenant pour le lancement de leur projet individuel. L'assemblée a jugé utile que l'accompagnement après formation pour chaque apprenant se fasse en matière d'équipements, de semences et bien plus encore excepté le financement monétaire.

L'EPAEK, pour sa part, compte former les apprenants dans les domaines de l'aviculture chair et de la production maraîchère (tomate, piment, gombo ...).

Les travaux d'harmonisation des documents pédagogiques et administratifs comme outils de fonctionnement et formations des unités opérationnelles spécialisées de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts du Cameroun (CAPEF) se sont ainsi achevés sur les points essentiels devant concourir à l'émergence des Ecoles Pratiques d'Agriculture d'une part et d'autre part, à la notoriété de la CAPEF :

\* La tenue des conseils de gestion avec pour conséquence le lancement officiel des Ecoles Pratiques d'Agricultures de la CAPEF ;

\* Le lancement officiel des premières formations et l'arrivée des premiers apprenants ;

\* La sécurisation des différents sites devant abriter les différents sièges respectifs de chaque UOS ;

\* L'obtention des titres fonciers des sites ;

\* L'obtention des croquis propres à chaque site ;

\* La présentation officielle des différentes maquettes de chaque UOS.

Après évacuation de tous les points inscrits à l'ordre du jour, la séance a été levée à 16h30 sur une note de satisfaction.

**Le Directeur**



Hon. Colette Sohaing





**Martin Paul Mindjos Momeny et le Dg Koki Assoumou en lunettes**

M<sup>e</sup> SYLVESTRE TAMO

# « Nous ne sommes nullement concernés par l'interdiction du Mindcaf »

*Le 28 avril 2022, Henri Eyebe Ayissi, le ministre des Domaines, du cadastre et des affaires foncières (Mindcaf) a, lors du conseil de cabinet présidé par le premier ministre chef du gouvernement Joseph Dion Ngute, fait une annonce forte. Il a été dévoilé que le Mindcaf a interdit la vente des terrains dans 21 des 58 départements du Cameroun. La décision du Mindcaf vise à stopper les ventes illégales des terres du domaine national. Au regard de la puissance de cette information, et dans le souci de mieux rassérer ses clients en leur apportant autant de lumière que possible sur les zones d'ombre qui pourraient poindre de part et d'autre, le PDG de Wisdom International s'est entretenu avec la presse le 03 mai 2022 à Douala.*

**Vous êtes promoteur immobilier, comment avez-vous accueilli la décision du Mindcaf ?**

Nous félicitons cette décision gouvernementale qui est mue par le souci de faire connaître la politique domaniale ainsi que les décisions prises en vue de faciliter l'accès à la terre conformément aux dispositions de la loi en vigueur au Cameroun. Aussi les mesures prises pour sécuriser les détenteurs des documents fonciers, tout comme celles liées à l'assainissement du secteur foncier pour limiter les exactions très souvent commises sur les acquéreurs viennent davantage nous reconforter.

**Comment comprendre donc la décision du ministre ?**

C'est en application de deux programmes gouvernementaux implémentés par le ministère des Domaines : d'abord celui qui vise la valorisation des domaines publics et privés de l'État et ensuite l'autre dit d'optimisation de la gestion des affaires foncières. La décision ministérielle vient donc renforcer la lutte contre les ventes illégales des terres faisant partie du domaine national et les occupations anarchiques des terrains relevant du domaine privé de l'État.

**La question désormais, qui est concerné par la décision ?**

La décision ministérielle concerne tous les acteurs de l'immobilier : propriétaires et acquéreurs, puisqu'elle rappelle les conditions et modalités d'acquisition, d'occupation et de jouissance des terres relevant du domaine de l'État.

**Les clients Wisdom ont-ils des rai-**



**sons de s'inquiéter ?**

Notre clientèle n'a aucune inquiétude à se faire, car Wisdom international en tant qu'entreprise citoyenne et en sa qualité d'agence de promotion immobilière agréée s'est toujours engagée aux côtés de l'État pour la lutte contre l'occupation anarchique des espaces domaniaux et par conséquent n'a jamais mis et ne mettra jamais à la disposition de son aimable clientèle des terrains visés par l'interdiction ministérielle.

**Les litiges fonciers constituent aujourd'hui près de 70% voir bien plus des problèmes rencontrés dans nos tribunaux, êtes-vous souvent confronté à pareils cas ?**

Nous ne commercialisons que des terrains titrés et lotis suivant la démarche légale, ce qui pour l'instant nous met à l'abri de tout litige et casseries. Par conséquent, nous ne

sommes nullement concernés par l'interdiction du ministre des domaines avec lequel nous cheminons d'ailleurs main dans la main.

**Pour sortir de cet entretien, un conseil pour les futurs acquéreurs de terrain ?**

Au regard de l'ensemble des décisions, il est clair que le foncier est un secteur qui semble encore frondeur mais pourtant bien réglementé au Cameroun. Et les futurs acquéreurs doivent se rapprocher des professionnels - tels que Wisdom international - qui se sont résolument engagés aux côtés de l'État pour endiguer le phénomène d'escroquerie foncière, qui spolie l'État en créant un préjudice pour les acheteurs qui peuvent se voir contester l'accès à la terre après une vente illégale.

# OPÉRATION UN TRAVAILLEUR, UN TERRAIN!



## TERRAINS TITRÉS ET LOTIS

Sur les Berges de  
la Dibamba

Entrée Est de la ville de Douala

~~1 995 000~~

FCFA

~~2 500 000~~

- ✓ Zone habitable
- ✓ Site électrifié
- ✓ -2km de l'axe principale Douala-Yaoundé
- ✓ Aux encablures du stade Omnisports de Japoma

250m<sup>2</sup>

**20% OFF**



WISDOM INTERNATIONAL LTD  
1218 Blvd de la liberté Akwa, Douala  
Contact : 699 94 96 10 / 694 63 15 68



*It's possible!*

# IFTIC - SUP

L'étudiant inscrit à Yaoundé et celui inscrit à  
Bourgogne auront-ils vraiment la même  
formation?



Armand Claude Abanda  
*Promoteur de L'IFTIC-SUP*

IFTIC - SUP

ESIREM  
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURIE  
NUMÉRIQUE ET MATÉRIEL

UB  
UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

“

Absolument. Déjà, plus de la moitié des cours sont dispensés par des enseignants chercheurs de l'Université de Bourgogne. Les cours sont dispensés à yaoundé sur la base des mêmes programmes et dans les mêmes conditions. Les compétences recherchées sont les mêmes.

”